

Les subsides

Je voudrais parler du problème socio-économique sérieux que pose le chômage chez les jeunes, et que le gouvernement a gravement négligé. Il ne s'est pas attaqué à ce problème. En fait, si l'on en croit ce qui se passe au Canada à l'heure actuelle, le problème, bien loin d'être réglé, va en s'aggravant. Il s'agit d'un problème qui remonte très loin. En 1966, par exemple, les jeunes représentaient 24.2 p. 100 de la main-d'œuvre et 40.6 p. 100 des chômeurs. En 1980, la proportion était passée à 26.8 p. 100 de la main-d'œuvre et à près de 47 p. 100 des chômeurs. Ainsi, 47 p. 100 des chômeurs canadiens sont des jeunes. Depuis 1966, le taux de chômage chez les jeunes est deux fois supérieur au taux de chômage chez les personnes de plus de 25 ans. Si l'on compare cette situation à ce qui se passe dans d'autres pays, on s'aperçoit qu'en 1976, le Canada venait au quatrième rang pour le taux de chômage chez les jeunes parmi les 12 pays membres de l'OCDE. Dans ce pays au potentiel si riche, nous sommes incapables de créer de l'emploi pour nos jeunes.

Des données récentes révèlent que, de mars à avril de cette année, 23,000 nouveaux chômeurs de moins de 25 ans sont venus grossir les rangs des sans-emploi. Cela signifie qu'en un mois il y a eu 23,000 jeunes Canadiens de plus sans emploi, privés de tout avenir. Nous savons tous que, dans les circonstances actuelles, le chômage touche tous les Canadiens, mais ceux qui souffrent le plus de cette situation sont les jeunes sans expérience. Ce sont eux qui sont le plus durement touchés.

Je voudrais prendre quelques minutes pour examiner les causes du chômage chez les jeunes au Canada. On impute très souvent cette situation à la forte natalité d'après-guerre. Il y a plus de personnes dans cette catégorie d'âge. Beaucoup de Canadiens ont moins de 30 ans. Ce n'est cependant pas la seule cause. Pour moi, le problème vient de ce que le gouvernement a été incapable de présenter les politiques adéquates qu'exigeait le gonflement des effectifs de ce groupe d'âge. En d'autres mots, le gouvernement n'a pas établi le climat permettant de créer un plus grand nombre d'emplois pour répondre aux besoins du groupe le plus nombreux de personnes cherchant de l'emploi. Il utilise la forte natalité d'après-guerre comme prétexte pour ne pas remédier à la situation. En fait, il est probable qu'une partie du problème provient de cette natalité, mais cela ne suffit pas à expliquer complètement la situation que nous connaissons à l'heure actuelle.

M. Thacker: Ils savaient ce qui s'en venait.

M. Cooper: C'est exact. Tous les chiffres et les données disponibles montraient qu'il nous fallait créer un plus grand nombre d'emplois pour cette période, et la nécessité de ces emplois se fera de plus en plus pressante dans les prochaines années. Le gouvernement disposait des chiffres et des données, mais il a négligé de prendre des mesures concrètes et suffisantes. En réalité, le problème est que notre gouvernement s'est jusqu'ici fort peu intéressé aux jeunes gens. Il a négligé les effets de l'explosion démographique qui sont sur le point de se faire sentir dans notre pays. Il ne s'est pas préoccupé outre mesure de l'avenir du Canada. Ses programmes se sont révélés insuffisants, se résumant souvent à un acquiescement du bout des lèvres, et, au mieux, à des solutions temporaires au problème de l'heure.

Essentiellement, les malheurs actuels de nos jeunes gens sont probablement attribuables au fait que le gouvernement a créé les pires conditions économiques que l'on puisse imaginer. Le budget et le Programme énergétique national ont enrayé la

croissance. Ces deux exemples sont révélateurs du tort que le gouvernement a fait aux perspectives d'emploi au Canada. Je viens d'une région qui a été durement touchée par le Programme énergétique national. Dans notre région, le chômage a triplé l'année dernière. Et ce n'est pas parce que la demande de gaz naturel et de pétrole est inexistante. Le fait est que le gouvernement n'a pas réussi à conserver un climat favorable à l'investissement dans ce secteur de l'économie, qu'il a d'ailleurs détruit. Il en découle, bien entendu, qu'il n'y a plus d'emplois. Nos jeunes gens prospectent divers domaines d'emploi dans le secteur énergétique, que ce soit comme ingénieurs, comme ouvriers sur les derricks de forage ou comme camionneurs; mais peu importe le secteur particulier dans lequel ces jeunes souhaiteraient travailler, car ces emplois spécialisés ne sont plus disponibles. Le budget et le Programme énergétique national ont mis fin à toute expansion dans ce secteur. Ils ont mis fin au développement progressif du pays. Ces jeunes gens à la recherche d'un emploi auraient pu bénéficier de la croissance que ce secteur aurait connu en temps normal, et ils auraient dû même en bénéficier.

La situation actuelle cause probablement le plus de difficulté aux jeunes sans expérience. Dans toute période difficile, sur le plan économique, ce sont souvent les aînés, plus instruits et plus expérimentés, qui réussissent à surmonter la crise et à conserver leur emploi. Toutefois, quand les entreprises n'ont pas les moyens de prendre des risques ou que le climat économique n'y est guère favorable, elles éviteront d'embaucher des jeunes. Elles ne prendront aucune chance. Et comme elles ne peuvent prendre de l'envergure, les derniers embauchés sont les premiers à en souffrir et à se retrouver en disponibilité. De qui s'agit-il? De nos jeunes. Ce sont les derniers à qui on donne une chance dans la conjoncture économique actuelle. Et rien n'annonce une amélioration, au contraire: l'horizon ne cesse de s'assombrir.

• (1710)

Ce qui se passe traditionnellement dans les périodes de ce genre, c'est que nos jeunes s'orientent vers les études ou les programmes de formation professionnelle, puisqu'ils ne peuvent trouver d'emploi immédiat. Mais en ce moment, même ces possibilités commencent à se faire rares.

Du côté de l'enseignement, le gouvernement fédéral rejette de plus en plus sur les provinces le fardeau du financement. Pour la seule province d'Alberta, il va réduire de 392 millions, au cours des cinq prochaines années, le montant de ses crédits à l'éducation. Il y a donc coupure.

Grâce à son économie, l'Alberta aura des budgets et des crédits pour combler ce trou. Mais les autres provinces, celles qu'on dit pauvres, que pourront-elles faire? Que va-t-il arriver à leurs universités et à leurs établissements supérieurs? Nous recevons tous du courrier à ce sujet. Nous savons ce qui va se produire. Un certain nombre de ces établissements vont devoir fermer leurs portes. Bon nombre vont devoir comprimer leurs programmes. Pour survivre, les universités vont devoir augmenter leurs frais de scolarité, réduire leurs contingents, supprimer des classes et économiser sur l'équipement, par exemple les bibliothèques et les laboratoires. Donc, il y aura moins d'étudiants, qui vont recevoir une formation dévalorisée, peut-être insuffisante pour leur valoir un emploi en fin d'études. Et pensez à ceux qui voudraient étudier mais qui n'ont pas